

Gabon : l'Afrique et la France aux obsèques solennelles d'Omar Bongo

@rib News, 17/06/2009 - Source AFP Des milliers de Gabonais et 14 chefs d'Etat, dont le français Nicolas Sarkozy, ont assisté mardi à Libreville aux obsèques solennelles du président Omar Bongo, symbole de la "Françafrique" après 41 ans au pouvoir et dont la succession attise les luttes en coulisses. Le cercueil du président gabonais Omar Bongo Ondimba est arrivé mardi vers 19H00 (18H00 GMT) à Franceville, sa terre natale dans le Haut-Ogooué (sud-est du Gabon), où il sera inhumé jeudi. Quelque 1.500 personnes ont accueilli la dépouille mortelle du président à l'aéroport de Franceville, après les obsèques officielles déroulées plus tôt dans la journée à Libreville en présence de milliers de Gabonais et d'une quinzaine de chefs d'Etat.

Après une minute de silence, les invités étrangers, parmi lesquels figuraient la plupart des présidents de l'Afrique francophone, s'étaient inclinés à tour de rôle devant le cercueil recouvert par le drapeau du Gabon. La cérémonie a été marquée d'un bref incident lorsque la France a été prise à partie à l'arrivée au palais de Nicolas Sarkozy, auquel plusieurs dizaines de Gabonais ont lancé : "On ne veut plus de vous, partez !" A l'intérieur du palais, le président français et son prédécesseur Jacques Chirac ont ensuite applaudi lorsqu'ils ont déposé, ensemble, une gerbe de fleurs devant le cercueil. Toute la classe politique gabonaise et la famille Bongo, des représentants d'institutions internationales et des figures de la "Françafrique" ont rendu hommage à Omar Bongo Ondimba, dont le décès à 73 ans, en Espagne où il était hospitalisé, a été annoncé le 8 juin. Après un culte oecuménique, des personnalités gabonaises ont prononcé des oraisons funèbres très attendues dans le climat tendu de la succession. Jusqu'ici, la voie constitutionnelle a été respectée : l'intérim à la tête de l'Etat a été confié à la présidente du Sénat Rose Francine Rogombé, chargée d'un scrutin présidentiel 45 jours au plus tard après sa prise de fonctions intervenue le 10 juin. Mais en coulisses, les tractations vont bon train. Selon des sources proches du pouvoir, Ali Ben Bongo, ministre de la Défense et fils du défunt, souhaite s'imposer comme successeur, une solution qui provoque des résistances au sein même du régime. Au nom de la famille, Ali Bongo s'est engagé dans son oraison funèbre à perpétuer l'héritage paternel. "Nous, tes enfants, ta famille, prenons l'engagement solennel de garder allumée avec l'aide de nos concitoyens la flamme sacrée de l'harmonie familiale, de la concorde républicaine et de l'unité nationale", a-t-il lancé, essuyant une larme. "La Constitution, rien que la Constitution", a affirmé de son côté le Premier ministre Jean Eyeghè Ndong, qui accuse, selon des sources concordantes, Ali Bongo de vouloir passer en force sans respecter la Loi fondamentale. Un officier militaire a clos la cérémonie sur le bord de mer devant des milliers de Gabonais, avant que le cercueil ne s'envole pour la région natale d'Omar Bongo dans le sud-est du Gabon, où il doit être inhumé jeudi au terme d'une semaine d'obsèques que les autorités ont voulu grandioses. Dans la foule, les badauds vêtus de T-shirts à l'effigie d'Omar Bongo se montraient dans l'ensemble rassurés. "Ils ont respecté jusqu'ici la Constitution, alors on n'est pas inquiet", lâchait un jeune homme de 18 ans. Avant la cérémonie, une chanson diffusée dans la cour de l'imposant palais présidentiel couleuvre scandait en boucle "Papa Bongo Ondimba, les Gabonais te pleurent". Après 41 ans, le nom du président finissait par se confondre avec celui de ce pays contrôlier d'Afrique équatoriale - parfois surnommé "Bongoland". Le doyen des chefs d'Etat africains, médiateur dans de nombreuses crises continentales, était aussi décrié pour la mauvaise gestion de la manne contrôliée. La pauvreté demeure criante au Gabon, malgré ses richesses. Omar Bongo était également un symbole de la "Françafrique", cette relation ambiguë entre Paris et ses ex-colonies.

Pour faire taire les rumeurs qui lui prêtent, une fois de plus, des velléités interventionnistes, le président Sarkozy a martelé, en marge des obsèques, que la France n'avait "aucun candidat" pour la succession d'Omar Bongo.